

MONDE

A Athènes, l'Europe s'élargit dans la douleur

Réunion pour signer les traités d'adhésion des dix nouveaux.

Athènes envoyé spécial

Vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à demain, à Athènes, au pied du Parthénon, pour signer les traités d'adhésion de dix pays candidats à l'Union européenne. Cette unification du Vieux Continent aurait dû être une fête. On est loin du compte. La guerre en Irak a causé une fracture profonde. C'est donc une Union groggy qui s'élargit aujourd'hui, une Europe dont les membres se demandent s'ils ont encore envie d'habiter sous le même toit.

Clarifications. C'est pour relancer la machine européenne que la cérémonie de signature de ce jour, prévue de longue date, a été transformée en un Conseil européen en bonne et due forme. Il faut en profiter pour «clarifier les ambitions politiques» de l'Union «et reformuler le projet européen», selon les mots de Jacques Chirac.

La France affiche d'ores et déjà sa volonté de poursuivre l'aventure européenne. Pas question de «jeter le bébé avec l'eau du bain», affirme-t-on à

l'Elysée: «L'intégration communautaire doit se poursuivre.» Les réflexions, en liaison avec Berlin, vont donc bon train. La relance, pour le couple franco-allemand, passe d'abord par l'adoption d'une Constitution

qui permettra à l'Union élargie de fonctionner efficacement. Valéry Giscard d'Estaing, le président de la Convention chargée de rédiger ce texte, va donc demander aux Vingt-Cinq de se prononcer sur l'exercice du pouvoir

dans l'Union. Mais, après le traumatisme irakien, Paris estime que la future Constitution n'apportera pas grand-chose en matière de politique étrangère et de sécurité communes (PESC) et encore moins de défense européenne: «Il est trop tôt», dit-on au Quai d'Orsay. On estime qu'il faut au préalable que les Vingt-Cinq réfléchissent sur la nature du lien transatlantique et donc sur l'identité européenne. La France sait, en effet, que sa position sur l'Irak aurait été

à 25. Jacques Chirac, qui était prêt à aller très loin dans le vote à la majorité qualifiée dans le domaine de la PESC, a d'ailleurs fait marche arrière lors du sommet de Bruxelles les 20 et 21 mars. La politique

Pour relancer la machine européenne, la cérémonie de signature des traités d'adhésion des dix pays candidats a été transformée en Conseil européen.

étrangère, a expliqué le Président français, ne pourra être décidée à la majorité «que le jour où les liens entre les pays européens seront tels, où la conscience d'appartenir à un ensemble sera telle qu'il sera légitime et normal» de le faire... On

en est encore loin. **«Groupe pionnier».** A Paris, on estime donc qu'il est urgent de donner l'exemple à quelques-uns en mettant en place une force militaire européenne sans attendre la PESC. L'idée est que les outils d'une future puissance européenne favoriseront son émergence. Gerhard Schröder, le chancelier allemand, partage cette analyse. Le mini-sommet du 29 avril entre l'Allemagne, la France, la Belgique et le Luxembourg est la première manifestation de ce futur

«groupe pionnier» ou «noyau dur».

Le problème est qu'une telle Europe de la défense a besoin de la Grande-Bretagne pour asseoir sa crédibilité, comme on l'admet à Paris. Or, même si Londres a refusé de participer à la réunion du 29 avril, elle montre, depuis 1998, un véritable intérêt pour un tel projet, à condition que le rôle de l'Otan ne soit pas remis en cause. La France, si sa volonté est réelle, devra donner des gages à ses alliés, comme l'admettent des diplomates français. Pour prendre l'exemple le plus douloureux, pourra-t-elle continuer longtemps à esquisser le problème de sa place au sein de l'Alliance Atlantique? «La défense européenne devra être Otan-compatible», se défend-on à Paris. Certes, mais dans ce cas, est-il crédible que Paris persiste dans son refus de réintégrer la structure militaire? Ne faudrait-il pas mieux donner une preuve de l'attachement français au lien transatlantique, ce qui rassurerait durablement les Britanniques mais aussi les Américains? ●

JEAN QUATREMER